

**PACTE D'ASSOCIES PORTANT PORTANT SUR LES TITRES DE LA SOCIETE BF
ENERGIE 2**

ENTRE :

- La **Société BF Holding**, Société à Responsabilité Limitée au capital social de 550.000 Euros, ayant son siège social 11 rue Martin Lhéas – 21110 AISEREY, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Dijon sous le numéro 539 752 709, représentée par son gérant Monsieur Bruce FEBVRET,

DE PREMIERE PART,

- La **Société SICAE EST**, Société coopérative d'intérêt collectif agricole à forme anonyme à capital variable au capital social de 37.000 Euros, ayant son siège social 9 avenue du Lac – 70000 VESOUL, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 815 680 277, représentée par son Directeur général Monsieur Christophe JOUGLET,

DE SECONDE PART,

EN PRESENCE DE :

- La **Société BF ENERGIE 2**, Société par actions simplifiée au capital social de 1.000 Euros, ayant son siège social 9A Rue René Char – 21000 DIJON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés **sous le numéro**, représentée par son Président Monsieur Christophe JOUGLET,

DE TROISIEME PART.

PREAMBULE

Les soussignées, ci-après dénommées ensemble « les Parties » ou individuellement « la Partie », sont associées de la Société BF ENERGIE 2.

Les Parties prennent chacune part dans le domaine des énergies renouvelables et notamment dans le domaine du photovoltaïque toiture. Elles sont par ailleurs déjà associées dans une première société de projets afin de mutualiser leurs compétences et développer des installations photovoltaïques en toiture. Elles se proposent de poursuivre cette collaboration dans le cadre de cette deuxième structure avec une entrée de la Société d'économie mixte locale à forme anonyme COTE D'OR ENERGIES (inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de DIJON sous le numéro 815 248 331) au capital social de la Société dans un second temps, dès validation de cette entrée au capital social de la Société par les actionnaires publics de la Société COTE D'OR ENERGIES.

La Société BF ENERGIE 2 développera, construira et exploitera des centrales photovoltaïques de toutes tailles (inférieures à 300 kWc en guichet ouvert et supérieures dans le cadre d'Appel d'Offres CRE) sur des bâtiments existants (location de toiture) ou à construire (mise à disposition de bâtiments).

Soucieuses d'inscrire leur association dans la durée, et afin notamment d'éviter des décisions que chacune d'entre elles pourrait considérer à un moment de la vie sociale comme ayant pour objet ou pour effet de contrevenir à leurs engagements comme à l'intérêt commun, elles ont décidé de souscrire à des règles de fonctionnement de la Société BF ENERGIE 2, en complément de celles énoncées dans ses statuts. C'est l'objet des présentes.

Chacune des Parties déclare avoir disposé du temps de réflexion qu'elle a jugé nécessaire pour souscrire en toute connaissance de cause, tant aux statuts de la Société qu'aux présentes.

Toute référence au présent Pacte s'entend du Présent pacte et de ses annexes qui ont fait partie intégrante.

Toute référence à un autre document s'entend de ce document tel qu'il pourra être modifié ou remplacé (autrement qu'en violation des dispositions du présent pacte).

Pour le calcul de tout délai pendant lequel, ou à compter duquel, un acte ou une mesure doit être pris, les règles aux articles 640 à 642 du Code de procédure civile s'appliqueront.

Chacune des Parties déclare et garantit à l'autre partie :

- Qu'elle est une structure juridiquement légalement constituée et en situation régulière au regard de la loi française ou au regard de la loi du pays dans lequel elle est établie et a tous pouvoirs et qualités pour signer et exécuter le Pacte ;
- Que la signature et l'exécution du Pacte ont été valablement autorisées par ses organes compétents et n'entraînent ni n'entraîneront de violation, de résiliation ou modification de l'une quelconque des conditions ou modalités de tous contrats ou actes auxquels elle est partie et que le Pacte n'est en opposition avec aucune disposition desdits contrat ou actes ;
- Qu'elle n'est pas en état de cessation de paiement, d'insolvabilité et/ou de défaillance de paiement, et ne fait pas l'objet et/ou n'est pas menacée d'un de ces états, ni d'une procédure collective sous l'empire du droit français qui lui est applicable.

Les Parties au présent pacte prennent acte que le présent pacte complète les statuts de la Société BF ENERGIE 2 sans les contredire au sein d'aucune de ses stipulations. Par conséquent, le présent pacte prévaut sur les statuts à chaque fois que le présent pacte complète les statuts de la Société BF ENERGIE 2.

Sur ces considérations, les Parties, qui détiennent l'intégralité du capital social et des droits de vote de la Société, sont donc convenues d'adhérer unanimement au présent pacte.

EN CONSEQUENCE DE QUOI, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Dans le présent pacte, les termes suivants ont la signification qui leur est respectivement conférée ci-dessous :

- Associé(s) : désigne tout associé de la Société signataire du Pacte ou détenteur de toute autre valeur mobilière, démembrée ou pas, conférant à son titulaire un droit irrévocable de souscrire à des actions de la Société.
- Pacte : désigne le présent pacte d'associés y compris l'ensemble des annexes.
- Statuts : désigne les statuts de la Société BF ENERGIE 2.
- Tiers : désigne toute personne physique ou morale qui n'est pas partie au présent Pacte.
- Titre(s) : Désigne(nt) les actions de la Société ou toute autre valeur mobilière, démembrée ou pas, conférant à son titulaire un droit irrévocable de souscrire à des actions de la Société.
- Mouvement de titre(s) : Désigne(nt) les opérations suivantes : cession, donation, apport, apport partiel d'actif, fusion et d'une façon générale à toutes mutations de la propriété ou de la jouissance d'actions en tout ou en partie même en ce qui concerne les droits démembrés, même entre associés, aux gages d'actions, aux adjudications publiques volontaires ou forcées, aux cessions, donations ou apports de droits préférentiels de souscription, aux cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, en cas de mutation d'actions de la Société par voie de succession, en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées, de liquidation de communauté de biens entre époux ainsi qu'aux cessions ou donations d'actions à un conjoint, à un ascendant ou à un descendant, de partage consécutif

à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société.

Projet(s) Désigne(nt) le(s) projet(s) de création d'une centrale individualisé(s) : de production photovoltaïque.

ARTICLE 2 – OBJET

L'objet du Pacte est de définir, dans le cadre des objectifs visés en Préambule, les droits et obligations des associés s'agissant spécialement du fonctionnement de la Société ainsi que des conditions de sortie du capital de la Société.

ARTICLE 3 – REPARTITION DU CAPITAL

À la date de signature du Pacte, les signataires détiennent 100% du capital de la Société représentant 100% des droits de vote.

La répartition du capital social de la Société est la suivante :

	Nombre d'actions	% du capital
Société BF HOLDING	50	50%
Société SICAE EST	50	50%
Total général	100	100,00%

ARTICLE 4 – TRANSMISSION DU PACTE

Les stipulations du Pacte et les droits et obligations qui en découlent engagent les successeurs et ayants droit des Parties. Ceux-ci sont donc tenus conjointement et solidairement des engagements qui y figurent.

ARTICLE 5 – RATIFICATION DU PRESENT PACTE

Il est expressément prévu qu'en cas de mouvement de titres de la Société par l'une des Parties au présent pacte, effectué conformément aux dispositions du Pacte et des Statuts,

le Tiers sera tenu du respect de toutes les clauses de celui-ci, ce dont les parties se portent fort. L'agrément de l'opération au sens de l'article 12 des statuts se réalisera sous la condition suspensive de l'adhésion du tiers au présent Pacte (modèle annexé) et de la signature d'un avenant au présent par l'ensemble des associés de la Société BF ENERGIE 2 en plus du nouvel associé.

ARTICLE 6 – DUREE DU PACTE

Le pacte aura une durée de TRENTE-CINQ (35) années à compter de sa signature par l'ensemble des parties au pacte.

Chaque partie cessera d'être liée par le pacte dans les deux situations suivantes :

- dès lors qu'elle n'aura plus la qualité d'associé de la Société BF ENERGIE 2, sous réserve que le mouvement de titres ait été réalisé en conformité avec les statuts et le pacte,
- en respectant un préavis de SIX (6) mois qu'elle notifiera aux autres associés et à la société BF ENERGIE 2 et vaudra exclusion de l'associé conformément à l'article 12 « EXCLUSION D'UN ASSOCIE » du pacte.

Dans les deux situations, l'article 7 « CONFIDENTIALITE » du pacte continuera à s'imposer à la partie.

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent à conserver un caractère strictement confidentiel à l'existence et au contenu du Pacte.

Les Parties s'interdisent en conséquence d'en divulguer, directement ou indirectement, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit, les termes à quiconque, sauf en cas de divulgation rendue obligatoire par une instance judiciaire ou arbitrale dans le cadre d'un litige concernant l'exécution ou l'interprétation du Pacte ou en cas de demande formulée par l'administration fiscale.

ARTICLE 8 – OBJECTIF DE RENDEMENT

Les Parties attendent une rémunération d'investisseur avisé. À cet égard, les Parties rappellent leur volonté de tout mettre en œuvre afin que la Société dégage des résultats financiers lui permettant d'une part, d'asseoir sa pérennité en constituant des réserves pour servir à son développement, et d'autre part d'assurer une rentabilité aux fonds propres investis.

Les opérations de la Société, compte tenu de leur nature et du risque associé à leur réalisation, ont pour intention d'assurer aux Parties un rendement des fonds propres investis sur une période de VINGT (20) ans au moins équivalent à celui que leur procurerait un placement en OAT TEC 10 + 500 points de base.

La valeur retenue de l'indice OAT TEC 10 visée à l'alinéa précédent est le taux moyen annuel de l'OAT à la date de clôture de l'exercice précédent.

Les Parties tiendront compte de l'objectif de rendement global susvisé pour autoriser à travers leur représentant élu au Comité de Direction (par leurs représentants), chacun des Projets. Il est cependant précisé que l'objectif de rendement devra s'apprécier de façon globale, pour la totalité des Projets à réaliser et non pas Projet par Projet. Ainsi un Projet dont le rendement attendu serait inférieur à l'objectif de rendement global pourra néanmoins être réalisé dès lors que sa réalisation ne compromet pas l'atteinte de l'objectif de rendement global susvisé.

ARTICLE 9 – COMITE DE DIRECTION

La qualité de partie au pacte emporte de plein droit adhésion aux décisions du Comité de direction.

Hiérarchie des pouvoirs des dirigeants et des organes de la Société

Les dirigeants et organes de la société BF ENERGIE 2 sont investis des pouvoirs que leur confèrent les statuts et le pacte sans pouvoir passer outre.

Désignation des membres du Comité de Direction

Le Comité de Direction est composé d'un membre personne physique représentant chaque associé de la Société, nommé sans limitation de durée.

Ces membres peuvent être accompagnés de collaborateurs ne prenant pas part au vote.

Les premiers membres du Comité de Direction sont désignés aux termes du présent pacte, puis, en cours de vie sociale, par décision collective des associés statuant à l'unanimité des associés.

S'il y a lieu, la rémunération des membres du Comité de direction est déterminée à l'unanimité des associés.

Un membre du Comité de direction peut saisir le Président pour provoquer la réunion des dirigeants au sens de l'article 17 des statuts.

Les premiers membres du Comité de direction sont les suivants :

- Monsieur Christophe JOUGLET né le ... à ... et demeurant ... représentant la Société SICAE EST,
- Monsieur Bruce FEBVRET né le ... à ... et demeurant ... représentant la Société BF HOLDING.

Révocation

Les membres du Comité de Direction peuvent être révoqués à l'unanimité des associés à tout moment sans motivation et sans indemnité.

Cessation des fonctions

Les membres du Comité de Direction peuvent démissionner de leurs fonctions à condition d'en avertir au préalable et par écrit la collectivité des associés TRENTE (30) jours au moins avant la prise d'effet de la démission.

Dans tous les cas de cessation des fonctions des membres du Comité de direction, il appartient aux membres du Comité de Direction restant en fonction ou aux personnes désignés par l'article 22 des statuts de provoquer sans délai une décision collective des associés afin de compléter la composition de celui-ci.

Réunion du Comité de Direction

Le Comité de Direction se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige sur convocation du Président ou par décision unanime des associés ou par décision unanime des membres du Comité de direction indiquant précisément l'ordre du jour, le lieu et l'heure de la réunion.

A minima, un Comité de Direction se tiendra trimestriellement.

La convocation est effectuée par tous moyens et doit intervenir au moins CINQ (5) jours à l'avance, sauf en cas d'urgence ou si tous les membres du Comité de Direction renoncent à ce délai.

Toutefois, le Comité de Direction se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

Les réunions se tiennent en tout lieu mentionné dans la convocation. Toutefois, la présence physique des membres du Comité de Direction n'est pas obligatoire et leur participation à la réunion peut intervenir par tout moyen de communication approprié, et notamment par visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective (transmission de la voix et de l'image, ou au moins de la voix de tous les participants, de façon simultanée et continue).

Une feuille de présence est élargée par les membres présents (y compris à distance) et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le Président.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Les réunions du Comité de Direction sont présidées par le Président et à défaut par une personne physique ne disposant pas d'un mandat de membre du Comité de direction et qui sera nommée Présidente de séance du Comité de direction aux deux-tiers (2/3) des membres du Comité de direction.

Le Comité de Direction ne délibère valablement que si tous ses membres sont présents.

Les décisions du Comité de direction sont prises à l'unanimité en nombre de ses membres.

Les décisions du Comité de Direction sont constatées dans des procès-verbaux signés par les membres présents. Les procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial conservé au siège social.

Pouvoirs du Comité de Direction

Le Comité de Direction décide et autorise :

- La description de chaque projet individualisé ;
- La conception et l'élaboration de chaque projet individualisé ;
- Le lancement de la phase étude pour chaque projet individualisé ;
- Le lancement de l'investissement pour chaque projet individualisé dès lors qu'il est financé ;
- La gestion des Comptes Courants d'Associés (abondement, remboursement, rémunération) ;
- La limite en Euros au-delà de laquelle un engagement contractuel de la Société nécessitera la signature du Directeur général opérationnel et celle du Directeur général financier.

Après les décisions ci-dessus listées du Comité de Direction, le Directeur général opérationnel et le Directeur général financier peuvent procéder aux opérations nécessaires dans le respect de leurs pouvoirs légaux et statutaires respectifs dans le respect des modalités définies dans le Procès-Verbal du Comité de Direction correspondant.

ARTICLE 10 – RENONCIATION

Le fait pour un associé de ne pas se prévaloir, à un moment quelconque, d'une des stipulations du Pacte, ne pourra être interprété comme une renonciation à faire valoir ultérieurement cette même stipulation.

ARTICLE 11 – DROIT DE SUITE

Dans le cas où un associé (le « premier cédant ») aurait cédé tout ou partie de ses titres (la « première cession ») et que le cessionnaire (le « premier cessionnaire ») revendrait tout ou partie des titres ainsi acquis dans les DOUZE (12) mois après les avoir acquis (la « deuxième cession »), le premier cédant bénéficiera de la part du premier cessionnaire d'un complément de prix égal à la différence entre le prix unitaire d'une action fixée dans le cadre de la deuxième cession et celui fixé dans le cadre de la première cession multipliée par le nombre d'actions cédées dans le cadre de la deuxième cession.

ARTICLE 12 – SORTIE CONJOINTE

Dans l'hypothèse où un associé (ou plusieurs associés) de la Société, envisagerai(en)t de céder à un tiers ou non à la Société BF ENERGIE 2 l'intégralité de ses actions qu'il détient dans le capital social de la société BF ENERGIE 2, l'associé cédant s'engage à faire racheter par l'acquéreur de ses actions toutes les actions de ses coassociés que ceux-ci présenteront à la vente, aux mêmes conditions, ce dont l'associé cédant se portera solidairement garant.

Commenté [PF1]: Vu avec les Avocats, pas de notion de niveau de représentation à intégrer

À cet effet, l'associé cédant notifiera son projet de cession à chacun de ses coassociés, par lettre recommandée avec avis de réception, en indiquant l'identité et les coordonnées de l'acquéreur, le nombre de titres concernés, le prix envisagé et les modalités de paiement de ce prix.

Ses coassociés disposeront alors d'un délai de QUATRE (4) mois, à compter de la réception de cette notification, pour faire savoir, par lettre recommandée avec avis de réception, à l'associé cédant, s'ils entendent faire usage de la faculté de sortie conjointe.

Passé ce délai, les coassociés seront réputés avoir définitivement renoncé à l'exercice de cette faculté pour l'opération considérée.

En cas d'exercice de la faculté de sortie conjointe, les coassociés s'engagent à céder la totalité de leurs titres à l'acquéreur au prix et aux conditions de paiement proposés dans la transaction principale et l'associé cédant s'engage à ne réaliser l'opération projetée qu'après que ses coassociés auront été mis en mesure d'accepter et d'exercer leurs droits.

ARTICLE 13 – EXCLUSION D'UN ASSOCIE

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- redressement ou liquidation judiciaires ;
- violation d'une disposition statutaire et/ou d'une disposition du pacte.

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés statuant à la majorité des associés en nombre, chaque associé disposant d'une seule voix dans le cadre de la procédure d'exclusion. L'associé dont l'exclusion est proposée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité. En cas d'égalité, le Président départagera les votants.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du Président de la Société.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu et la date de réunion des associés devant statuer sur l'exclusion lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception adressée VINGT (20) jours avant la date de la réunion de l'Assemblée Générale, et ce afin qu'il puisse présenter au cours d'une réunion préalable des associés ses observations, et faire valoir ses arguments en défense, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé. Elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec avis de réception à l'initiative du Président.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions. Il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession (agrément et préemption).

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les QUATRE (4) mois de la décision d'exclusion.

Si l'associé exclu refuse de signer l'ordre de mouvement, à l'issue des QUATRE (4) mois, le président pourra seul constater le transfert des titres dans les comptes et sur le registre, le prix sera payé dans les DIX (10) jours suivant l'expiration dudit délai.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix n'est pas réalisé dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

À compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

La présente clause ne peut être modifiée qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 14 – DROIT DE SORTIE EN CAS DE BLOCAGE

En cas de « Blocage » susceptible d'entraîner une paralysie du fonctionnement de la Société tels que ce terme est défini ci-après, chaque associé de la Société pourra déclencher la présente procédure de cession en notifiant à l'un des associés de la Société par lettre recommandée avec avis de réception, une demande de rachat de l'ensemble de ses titres contenant une proposition de prix de rachat (la « Notification de Rachat ») dans un délai de CENT-VINGT (120) jours à compter de la survenance du « Blocage » aux prix et conditions fixées dans l'offre.

Un « Blocage » désigne le ou les cas suivant(s) :

- L'impossibilité de révoquer le Président, un Directeur général, le Directeur général opérationnel ou financier, en l'absence d'unanimité des associés en faveur de ladite résolution,
- L'impossibilité de désigner un nouveau Président, Directeur général, Directeur général opérationnel ou financier, en cas de vacance du mandat de Président, de Directeur général opérationnel ou financier, en l'absence d'unanimité des associés en faveur de ladite résolution,
- L'impossibilité de révoquer un membre du Comité de direction, en l'absence d'unanimité des membres du Comité de direction en faveur de ladite résolution,
- L'impossibilité de désigner un nouveau membre du Comité de direction en cas de vacance du mandat d'un des membres du Comité de direction, en l'absence d'unanimité des associés en faveur de ladite décision,
- L'impossibilité pour toute Assemblée Générale des associés d'adopter une résolution, en l'absence d'unanimité des associés en faveur de ladite décision,
- L'impossibilité pour le Comité de direction d'adopter une décision en l'absence de convocation du Comité de direction lorsque l'un des associés de la Société ou l'un des membres du Comité de direction l'exige ou en l'absence d'unanimité des membres du Comité de direction pour l'adoption d'une décision valablement inscrite à l'ordre du jour.

Préalablement à la sortie de l'associé, chaque associé de la Société soumettra le différend à ses représentants légaux ou mandataires. Ces derniers s'engagent à se rencontrer et discuter de bonne foi du Blocage dans l'objectif de résoudre la difficulté et envisager une alternative à la sortie de l'associé, dans un délai maximal de SOIXANTE (60) jours suivant la Notification de Rachat.

Si aucune solution n'a pu être trouvée au terme de cette période de SOIXANTE (60) jours, l'associé bénéficiaire de l'offre s'engage dans un délai de TRENTÉ (30) jours à compter de l'expiration du délai de SOIXANTE (60) qui précède à lever l'option qui lui est ainsi conférée par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'associé offrant.

À défaut, l'associé bénéficiaire de l'offre sera tenu de céder ses titres à l'associé offrant aux prix et conditions déterminées dans l'offre initiale.

À défaut d'accord entre les parties sur le prix de cession, celui-ci sera déterminé dans les conditions prévues à l'article 1592 du Code civil. L'expert désigné devra à dire d'expert procéder à la fixation définitive du prix de cession dans un délai maximal de TRENTE (30) jours à compter de sa désignation. Sa décision sera définitive et liera les parties.

La cession sera réalisée et le prix sera payable dans les QUINZE (15) Jours ouvrables suivant la date à laquelle un accord aura été trouvé entre les Parties ou le prix aura été fixé par l'expert.

En cas de cession de titres conformément à la présente clause, le droit de sortie conjointe stipulée au présent pacte et le droit de préemption des statuts de la Société ne s'appliqueront pas.

ARTICLE 15 – COMPTABILISATION DES PROJETS

Chaque projet décidé et autorisé par le Comité de direction fera l'objet d'un suivi comptable individualisé.

L'ensemble des projets décidé et autorisé par le Comité de direction fera l'objet de comptes consolidés.

ARTICLE 16 – CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Compte tenu de la période de négociations ayant précédé la conclusion du Pacte qui a permis à chacun des associés de s'engager en toute connaissance de cause, les parties ont convenu des dispositions relatives à l'imprévision et à la force majeure suivantes.

Imprévision

Acceptant d'assumer le risque d'un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du pacte rendant son exécution excessivement onéreuse pour une partie au présent pacte, chacun des associés déclare renoncer à invoquer le bénéfice des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

Force majeure

Chaque associé renonce à la possibilité d'être libéré de l'exécution des obligations qu'il a contractées au titre du pacte lorsque son impossibilité de s'exécuter résulte d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil revêtant un caractère définitif.

Dans les mêmes conditions, chaque associé renonce également au bénéfice de la suspension de l'exécution des obligations qu'elle a contractée au titre du pacte lorsque la force majeure est temporaire.

ARTICLE 17 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile à leurs sièges sociaux respectifs.

ARTICLE 18 – DROIT APPLICABLE

De convention expresse entre les parties, le présent contrat est régi et soumis au droit français. Il est rédigé en langue française. Dans le cas où il serait traduit en une ou plusieurs langues, seul le texte français ferait foi en cas de litige.

ARTICLE 19 – LITIGES

En cas de litige relatif au présent pacte, chaque associé s'engage à soumettre sa réclamation aux autres associés et à la Société avant d'entamer toute procédure. Toute action engagée avant l'expiration d'un délai de QUINZE (15) jours à compter de cette réclamation sera considérée comme irrecevable.

Tous les litiges nés ou à naître auxquels le présent contrat pourrait donner lieu, concernant tant leur validité, leur interprétation, leur exécution, leur résolution, leurs conséquences et leurs suites, seront soumis à la juridiction compétente.

FAIT A
LE
EN TROIS EXEMPLAIRES ORIGINAUX

Pour la Société BF HOLDING
Représentée par Monsieur Bruce FEBVRET

Pour la Société SICAE EST
Représentée par Monsieur Christophe JOUGLET

Pour la Société BF ENERGIE 2

Représentée par Monsieur Christophe JOUGLET

ANNEXES

- **Annexe 1** : Statuts de la Société BF ENERGIE 2,
- **Annexe 2** : Modèle d'adhésion au présent pacte.

PROJET

Annexe 1
Statuts de la Société BF ENERGIE 2

PROJET

Annexe 2
Modèle d'acte d'adhésion au Pacte

A l'attention de (liste des associés signataires du Pacte + société BF ENERGIE 2)

A[●], le [●]

Mesdames, Messieurs,

Je soussigné(e) [●], demeurant [●],

[Si le nouvel associé est une société] Agissant en qualité de représentant légal de la société [●], (forme) au capital de [●] euros, ayant son siège social situé [●], immatriculé au RCS de [●] sous le n° [●],

Faisant référence au pacte d'associés de la société BF ENERGIE 2, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, ayant son siège social situé 9A Rue René Char – 21000 DIJON (ci-après la « Société »), conclu le [●] (ci-après le « Pacte ») entre les personnes visées ci-dessus ou à laquelle elles ont ultérieurement adhéré,

Devant acquérir [●] actions de la Société auprès de [●],

Déclare par la présente, après avoir pris connaissance de l'ensemble des termes du Pacte, adhérer irrévocablement et inconditionnellement à l'ensemble des dispositions du Pacte et reconnaît que je serai tenu en qualité d'associé(e) par l'ensemble des obligations qui y sont stipulées et que je me soumettrai à ses stipulations dans les mêmes conditions que si j'en avais été initialement signataire.

Je vous prie d'agréer mes cordiales salutations.